

Répression féroce en Egypte

jeudi 4 août 2011, par [RYON \(du\) Bertold](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2011).

Ce vendredi 8 juillet, les militantEs démocrates et progressistes égyptienNEs seront de nouveau dans la rue. Ils et elles défendront les libertés fondamentales, dont la liberté d'expression, de nouveau menacée par la répression policière, alors qu'un blogueur (Loai Nagati) a été arrêté le 28 juin et que les arrestations arbitraires et la torture ont refait surface. Il s'agit aussi de critiquer les procès contre des civils - manifestants, contestataires, grévistes - traduits devant la Cour martiale par les militaires actuellement au pouvoir.

Enfin, il s'agit de demander d'accélérer et de mener enfin à bien les procès contre les responsables de graves violations des droits humains sous l'ancien président Hosni Moubarak. Ainsi l'ancien ministre de l'Intérieur, Habib al-Adly, a bien été condamné à douze ans de prison, mais uniquement pour corruption et malversations ; pas encore pour la violente répression qui a coûté la vie à 840 personnes pendant la révolution de janvier/février.

En attendant, la répression ne s'est pas arrêtée. Le 26 juin, pour la première fois, un général de l'armée - Abdel Fattah al-Sisi, chef du renseignement militaire - a reconnu explicitement que les militaires effectuent des « tests de virginité » sur des manifestantes arrêtées. Il a justifié cette pratique, face au secrétaire général d'Amnesty international, Salil Shetty, en prétextant la nécessité de « protéger l'armée contre des accusations de viol ».

Dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 juin, des heurts importants ont opposé des manifestants et les forces de l'ordre sur la désormais célèbre Place de la Libération (maydan al-Tahrir) au Caire. Au total, selon les chiffres mêmes du ministère de la Santé du gouvernement en place, 1 036 manifestants ont été blessés, dont 120 ont dû être soignés à l'hôpital. Une cinquantaine de personnes ont par ailleurs été arrêtées et seront traduites devant des juges militaires.

L'« émeute » avait éclaté, d'abord, en marge d'une commémoration pour les personnes tuées pendant la révolution. Des gardiens avaient refusé à certaines de leurs familles l'accès au théâtre dans lequel se déroulait la cérémonie, ce qui déclencha des premiers heurts. Peu après, des camions transportant des hommes armés de bâtons, de gourdins et de couteaux arrivèrent. Il s'agissait, a priori, de partisans de l'ancien président Hosni Moubarak, qui cherchaient à semer le chaos, d'autant plus que l'ancien appareil des pro-Moubarak a perdu un nombre important de postes locaux : quelques heures avant l'« émeute » de la place Tahrir, la justice avait prononcé la dissolution des anciens conseils municipaux mis en place sous Moubarak, « élus » à grand renfort de tricheries et de manipulation. Les militants pro-démocratie avaient vigoureusement résisté à la provocation, puis aux forces de répression.

En attendant, les Frères musulmans - se préparant à une éventuelle victoire électorale - ont confirmé leur volonté de négocier avec les États-Unis, après que Hillary Clinton a déclaré que l'administration US était disposée à discuter avec leur mouvance. En même temps, un événement positif est à signaler : l'Égypte, à laquelle le FMI avait promis, début juin, un crédit de trois milliards d'euros, vient de refuser cette « aide ». Sous la pression de l'opinion publique. Le refus a un prix, puisque le gouvernement s'engage en même temps à réduire les dépenses publiques et va accepter des dons et crédits de la part de régimes arabes réactionnaires, notamment du Qatar et de l'Arabie saoudite. Cependant, face à la mainmise du FMI, cela apparaît bien comme un moindre mal.

Bertold du Ryon

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 110 (07/07/11).